

*Initiatives ministérielles*

temporaire, mais que le paiement des salaires recommencerait dès que les affaires iraient mieux.

Avec l'augmentation des salaires, les sommes augmentent rapidement, ce qui fait qu'il ne faut pas longtemps pour dépasser le plafond de 2000 \$ lorsque l'on gagne 500 \$ ou 800 \$ par semaine et que l'on n'a pas été payé depuis quelque temps.

L'employé moyen ne peut pas se permettre de perdre un tel montant.

Lorsque l'on regarde la proposition du ministre, on peut se dire que 10 cents par semaine et par employé cela ne paraît pas énorme, mais il faut parler à la petite entreprise, pas seulement à la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. J'ai reçu des lettres de la circonscription de Saskatoon—Clark's Crossing, de ma propre circonscription et des maritimes faisant ressortir les problèmes qu'avait la petite entreprise pour réussir. Je ne doute pas que le ministre ait regardé les chiffres des faillites au cours des derniers 18 mois, et même si un des députés de la majorité affirme que les choses se sont améliorées cette année, une amélioration par rapport à une décimation complète de la petite entreprise, même si elle est encourageante, ne fait pas une communauté forte. Et l'avenir ne semble pas prometteur.

Cela signifie que les milieux d'affaires sont encore aux prises avec d'énormes problèmes. Ce qu'ils m'ont dit et ce sur quoi ils insistent, c'est qu'ils sont taxés à en crever. La hausse des cotisations à l'assurance-chômage a été l'un des clous plantés dans le cercueil de la petite entreprise.

Malgré ce que le ministre du Revenu national nous a dit, la TPS ne fait pas mal qu'aux petites entreprises. Durant l'été, j'ai eu l'occasion de parler avec des présidents et des administrateurs d'importantes sociétés de ma circonscription. Leurs entreprises sont durement touchées elles aussi.

Les politiques monétaire et budgétaire du gouvernement, les taux d'intérêt élevés ainsi que le dollar surévalué portent tous un dur coup aux petites entreprises. Si vous ajoutez à toutes les taxes sur le carburant et autres la nouvelle cotisation proposée par le ministre dans le cadre de ce régime, ce sera la fameuse goutte qui fait déborder le vase.

Les petites entreprises n'en peuvent plus. Elles ont bien cherché un moyen de s'en sortir, mais à mon avis, l'issue est la priorité absolue. Le gouvernement de l'Ontario a constitué un fonds. Il a examiné ce qu'il en coûterait pour créer un fonds initial de 175 millions de dollars.

Le gouvernement propose de constituer un fonds initial de 61 millions de dollars, mais je pense que les députés de Mississauga—Sud et de Nickel Belt ont bien cerné un de nos problèmes, celui des abandons d'entreprises et des employés qui les subissent sans avoir les moyens de se lancer dans le processus de la faillite et de la mise sous séquestre.

Ces employés sont durement touchés. Si le gouvernement envisageait le financement de base d'un programme, il me semble qu'il protégerait ainsi les employés victimes des abandons d'entreprises. Les dispositions protégeraient ceux qui sont à l'intérieur du système de manière que les employés qui perdent leur emploi et à qui l'entreprise doit de l'argent soient à même de puiser dans le fonds immédiatement, pour que leurs familles ne soient pas mises en difficulté, les droits des employés étant assurés par le gouvernement fédéral, le surintendant des faillites ou quiconque administrera le fonds.

De cette manière, leurs droits auraient priorité sur tous les autres, y compris, selon moi, mais je m'avance peut-être beaucoup, sur ceux du syndic. Les salaires des employés qui ont aidé l'employeur à poursuivre ses activités devraient avoir la priorité sur tous les autres créanciers, qu'il s'agisse de créanciers privilégiés ou garantis ou encore de l'État. Les employés doivent avoir la priorité.

Je ne saurais trop insister. Il est tout simplement inacceptable que les employés ne soient pas au premier rang des priorités. Il faudrait examiner la question, et sérieusement. Ce qui est prévu ici, c'est simplement de créer un fonds qui sera alimenté par des petites entreprises et d'autres sociétés qui croulent déjà sous les impôts. C'est inacceptable.

Il faut que le gouvernement s'engage à s'occuper des employés et à le faire de manière que les employés soient payés immédiatement et que la création du fonds permettant de les payer ne fasse pas de tort aux entreprises en alourdissant leur charge.